



Compte-rendu voyage d'étude sur les Centrales à cycle combiné gaz (CCCG) à Toul en Lorraine et à Berlin en Allemagne, du 3 au 5 octobre 2012.

IMPORTANT avant lecture : il s'agit bien sûr d'un regard singulier, d'un compte-rendu qui n'est ni exhaustif ni impartial et d'une grille de lecture qui n'est pas forcément partagée par tous. Par ailleurs, la partie questions-réponses ne les recensent pas toutes.

Par Mona Bras, élue régionale du groupe « Union démocratique bretonne ».

Membres de la délégation prise en charge par le Conseil Régional de Bretagne :

Représentaient le Conseil Régional de Bretagne :

Dominique RAMARD, conseiller régional délégué à l'Energie et au climat

Anne-Marie BOUDOU, conseillère régionale,

Mona BRAS, conseillère régionale,

Françoise LOUARN, conseillère régionale,

Monsieur le chef du SAMDEN/DCEEB-Région Bretagne

Représentaient les autres collectivités :

Laurence CLAISSE, 1ère adjointe Mairie de Landivisiau

Roger DERRIEN, adjoint au Maire de Landivisiau

Marguerite BLEAS, conseillère municipale de Landivisiau

Pascal NANTEL, DGS Mairie de Landivisiau

Jean-Pierre BRETON, VP de la CC du Pays de Landivisiau

Raymond MERCIER, VP de la CC du Pays de Landivisiau

Jean-Marc PUCHOIS, VP de la CC du Pays de Landivisiau

Représentaient les associations environnementales :

Thierry DEREUX, représentant de l'association CANE-FNE (Côte d'Armor Nature Environnement)

Daniel PIQUET-PELLORCE, référent Finistère de la SEPNB-Bretagne Vivante (Société pour l'Étude et la Protection de la Nature en Bretagne)

Représentait le Syndicat d'électricité du Finistère :

Marie-Claire HENAFF, membre du bureau du SDE29

Les 6 représentants de Direct-énergie et Siemens ont rejoint la délégation au départ de Nancy le jeudi matin en car pour la centrale de Toul où nous avons rejoint une troisième délégation d'élus locaux composée des maires et d'adjoints de Toul et de Hambach (site retenu pour un autre projet de centrale dans le département voisin et où une forte opposition s'exprime dans la société civile), de Vice-Présidents de la Communauté de Communes du Toulois (de Toul), de la directrice du service économie-industrialisation de la CdC de Toul, de Céleste LETT, député-maire et vice-président de la CdeC de Sarreguemines.

Présentation de l'environnement physique de la centrale de Toul, dont le chantier est en cours d'achèvement. Visite en car : zone industrielle déjà existante, extension sur une ancienne base aérienne militaire désaffectée, proche de la ville de Toul qui comprend beaucoup d'édifices classés

au patrimoine ; objectivement, la centrale est très peu visible et bien intégrée dans le paysage.

Accueil dans une salle "Algéco" sur le site Siemens hébergeant une partie des travailleurs du chantier en cours.

Exposé de Andréas GERGEN : présentation de l'entreprise Siemens - Groupe multinational et multilocal - cœur de métier : l'énergie (CCCG, éolien terrestre, éolien off-shore, solaire), et expertise dans le métro (avec sa branche MATRA) et le médical (spécialisé dans les molécules de radio-traçage). L'entreprise est 5ème au classement de Challenges et emploie plus de 8000 salariés en France. Discours sur les CCCG : elles servent la transition énergétique qui va durer une cinquantaine d'année, elles sont l'entrée industrielle pour l'avenir énergétique.

Commentaire personnel : nous entendrons ensuite ce même discours de la part de Direct-énergie, de Greenpeace Allemagne, du ministre Vert allemand du Bade-Wustemberg, de la DENA,....

Exposé de Markus NELLEY : les parallèles entre les projets de Toul et de Landivisiau. Présentation du projet de Landivisiau : " refroidissement à air, 10 hectares réservés, 400 M€ d'investissement, 40M€ de sous-traitance locale, 800 emplois sur le chantier, 30 à 40 emplois pour l'exploitation du site, intégration paysagère poussée, concertation exemplaire - intégration de la CCCG de Landivisiau dans le Pacte électrique breton - l'arrivée du gaz va permettre aux serristes de diviser par deux leur facture de gaz (aujourd'hui les serristes utilisent du méthane + polluant et 2 fois plus cher) et de développer cette activité économique, et va permettre la connexion au gaz naturel de bourgs qui n'y avaient pas accès jusqu'ici. La société d'exploitation de Landivisiau s'appellera CEP, Compagnie Electricité Bretagne, pour montrer son attachement au territoire et à son développement".

Commentaire personnel: cela me pose la question de la pertinence de l'agriculture industrielle sous serres, dépendante du chauffage au gaz ou au fuel pour produire d'une manière constante des légumes tels que les tomates, été comme hiver, donc hors saison....

Exposé de Jean-Philippe HENRY : présentation de la centrale de Toul. "Deux autres sites voisins existent déjà depuis 2009 : Emile Huchet et Pont sur Sambre". Discours : "les CCCG c'est bon pour l'emploi, c'est bon pour l'économie, c'est bon pour la transition énergétique. Ici l'investissement c'est en achat matériaux : 60M€ (50% génie civil, 40% mécanique, 5% site, 5% installation électrique) et 1,5 millions d'heures de travail sur le site".

Discours édifiant du député-maire et VP de la CC de Sarreguemines, Céleste LETT : "Le cycle combiné gaz offre de bien meilleurs rendements, autour de 57 %, que le charbon, limité à 35 %". Suivent quelques propos déplacés sur "les écologistes opposés au progrès, alors que cette technologie présente des avantages remarquables en termes d'environnement : réduction de moitié des émissions de CO2 par rapport au charbon, trois fois moins d'oxydes d'azote et une forte diminution des émissions d'oxydes de soufre. Les CCCG sont la solution d'avenir conciliant développement économique et industriel et protection de l'environnement"Il (Céleste LETT) exprime son incompréhension en affirmant que "le Conseil régional de Lorraine soutient les projet de Toul et de Hambach-Sarreguemines alors que localement les socialistes sont contre par pure

opposition politique"...

Commentaire personnel : j'affirme de mon côté que le député-maire Céleste LETT ne dit pas la vérité car le président du Conseil régional de Lorraine, le socialiste Jean-Pierre Masseret, avait demandé officiellement au préfet de Région de rendre un avis défavorable au projet de centrale à Hambach, au motif qu' "*il augmenterait de 15%, soit 2,6 millions de tonnes par an, les rejets de CO2 en Lorraine*", première région émettrice de gaz à effet de serre en France.

Exposé de Roger SILLAIRE, maire d'Ecrouves et Vice-Président de la Communauté de Communes du Toulois (25communes, 35.000 habitants, dont TOUL) : secteur sinistré

économiquement et socialement par pertes successives :

- 1990 : perte d'une garnison militaire, 1200 militaires comptabilisés dans la population pour la DGF, population jamais regagnée depuis.

- 2004 : Perte de la base aérienne militaire de Toul-Rosières, soit le départ d'environ 1000 militaires et employés des services annexes.

mais en 2010 : les 540 hectares de la base aérienne sont investis en partie sur 140 hectares par EDF-Energies Nouvelles qui y a injecté 450 millions d'euros dans un projet de centrale solaire d'une puissance de 143 MW livrée en 2012 (= consommation électrique de 62.000 habitants). Nous avons longé cet centrale solaire en car sur des kilomètres.

Commentaire personnel: je trouve cela démesuré..... La notion d'énergie verte y perd son sens à l'heure de la raréfaction des terres agricoles....

- 2010 : perte de Kléber-pneumatiques, soit 850 emplois en CDI et environ 200 intérimaires + environ 2,5 millions d'€/an de retombées fiscales.

Volonté de revitalisation et de réindustrialisation du site toulois, sur les friches militaires et industrielles laissées par la base aérienne et par Kléber : accueil de la centrale solaire, projet de tourisme industriel, accueil du projet de CCCG qui compensera en partie, à hauteur de 1,2 millions d'€, la perte des retombées fiscales de Kléber. Les élus locaux et la population locale n'ont pas peur de la CCCG car la culture industrielle de la Lorraine est encore présente dans les esprits. "Le ciel de Lorraine était rouge, jour et nuit, des fumées et du feu des hauts fourneaux de la métallurgie et des aciéries qui ne s'arrêtaient jamais. Entre les mines et les industries c'était le Texas pour tout le monde. L'économie tournait à fond. On fait tout pour réindustrialiser notre secteur. Si les écologistes avaient existé à l'époque, aurions-nous pu exploiter nos mines de charbon ni faire fonctionner nos haut-fourneaux ?".....

Après ces exposés et diaporamas, nous visitons la centrale encore en travaux et presque terminée. Un bel objet technologique et mécanique, belle architecture industrielle, ne défigurant pas le paysage déjà industrialisé, mais comme le serait une centrale nucléaire dernier cri qu'on nous ferait visiter.... Bien sûr aux questions posées sur la sécurité, l'approvisionnement en gaz, la pertinence du modèle économique, etc.... nous avons des réponses rassurantes : il n'y a rien à craindre.

Puis nous déjeunons autour d'un buffet dans une brasserie ouverte près de Pôle Emploi dans une partie des anciens bureaux de Kléber réhabilités.

Départ en car vers l'aéroport du Luxembourg : passage devant les 140 hectares de la centrale solaire, devant plusieurs centrales thermiques au charbon ou au gaz, et devant la centrale nucléaire de Cattenom (quatre réacteurs nucléaires à eau pressurisée d'une puissance de 1 300 MW électriques chacun, deux étaient à l'arrêt lors de notre passage). J'en retiens que l'est de la France accueille et concentre un nombre important de centrales conventionnelles et polluantes en CO2 et autres molécules. Au bout d'un moment, nous ne comptons plus les centrales que nous croisons au long de notre route.

C'est lors de ce déplacement en car que la lettre ouverte signée des cinq associations (Transparence-développement et ruralité, ADPSE, PCBA, CURC et GASPARE) de Bretagne et de Lorraine a été distribuée aux participants à ce voyage d'études par ma collègue Anne-Marie Boudou.

http://www.nonalacentrale.fr/wp-content/uploads/2012/10/Lettre-ouverte_04-10-2012.pdf

Vendredi matin, départ 8h vers l'Ambassade de France. Après les contrôles habituels, nous sommes reçus par l'Ambassadeur de France :

<http://www.ambafrance-de.org/Ouverture-du-seminaire-sur-la>

Les ministères français de l'économie et des affaires étrangères étaient représentés, mais ne se sont pas exprimés lors du débat :

- **Gilles BELLEC** au ministère de l'économie , section Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies
- **Dimitri PISCIA** chef de secteur énergie et matières premières à l'Ambassade de France en Allemagne.....

Animation par Stephan KOLLER - Plusieurs interventions successives :

- **propos introductifs : l'Ambassadeur, Maurice Gourdault-Montagne**, déclare que le débat sur l'avenir énergétique, très engagé en France comme en Allemagne, était l'occasion de renforcer la coopération franco-allemande dans ce domaine, y compris la coopération économique, et de rappeler l'importance des Länder allemands et des collectivités territoriales françaises dans ce dispositif. Le projet de CCCG de Landivisiau entrant pleinement dans ce débat et cette coopération, le groupe allemand Siemens ayant été choisi parmi les réponses à l'appel d'offres lancé par l'État français. L'énergie est un thème central du débat en Allemagne où se pose aussi et simultanément la question démographique : l'Allemagne vieillit (en 2012, les retraités représentent 20% de la population, en 2013 ils seront 30%) et en France la jeunesse est la première victime du chômage. France et Allemagne pourraient être complémentaires sur un plan démographique aussi.....

L'Allemagne a vécu son premier tournant énergétique en 2001, renonçant à l'énergie nucléaire sous le gouvernement de coalition SPD-Verts, le processus de transition vers l'ère des énergies renouvelables a été entériné en septembre 2010 dans la stratégie énergétique du gouvernement actuel CDU-CSU. « L'Énergie Konzept 2050 » prévoyait déjà une part de 80% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique de 2050. Il désignait l'énergie nucléaire comme une énergie de transition, prolongeant la durée d'utilisation des centrales nucléaires d'une dizaine d'années par rapport au programme de 2001. Puis en 48 heures, au lendemain de la catastrophe de Fukushima,

80% des Allemands se prononcent pour le refus du nucléaire, la chancelière Angela MERKEL et son gouvernement décident d'une accélération de la sortie du nucléaire. La loi est votée en deux mois. C'est une décision irrévocable qui annonce la fin du nucléaire allemand pour 2022. Pour l'Allemagne, c'est un défi social, économique et technologique qui pose les questions du stockage de l'énergie, de son transport, de la sécurisation du système énergétique, de l'accélération des mises aux normes "passives" de l'habitat, etc...

- **Propos de Stephan KOLLER de la DENA** (équivalent de l'ADEME) Deutsche Energie-Agentur GmbH : nous sommes dans une période dont dépend l'avenir énergétique de l'Union européenne. Nous sommes dans une période d'euphorisation du débat énergétique, le système énergétique européen est déjà relié et fonctionne surtout pendant les heures de pointe. L'Allemagne occupe une position centrale, est le passage obligé pour l'exportation d'électricité française vers les Pays Baltes, etc... France et Allemagne produisent de l'électricité solaire aux mêmes moments car sur la même latitude pour l'ensoleillement. Nous devons travailler ensemble et nous savons qu' EDF travaille sur des scénarios à 30% d'électricité nucléaire d'ici 30 ans.

Commentaire personnel : EDF travaille sur des scénarios à 30% d'électricité nucléaire d'ici 30 ans. !!! Nous n'avons jamais entendu cette information majeure du côté français... Une fois de plus, l'opacité règne sur les choix de société et d'avenir en France. Qui, et dans quel cénacle, aurait décidé de l'abandon de 45% de l'électricité nucléaire d'ici 2040 ? Et de son remplacement par des CCCG ou par des ENR couplées à une politique ambitieuse d'efficacité énergétique ?

Les enjeux du tournant énergétique en France et plus spécialement en Bretagne.

- **Propos de Dominique RAMARD, conseiller régional délégué à l'énergie et au climat :**

Dominique RAMARD explique le Triskell électrique breton et ses trois piliers aussi indissociables que le sont les éléments eau-terre-air,... Il affirme que l'objectif du pacte électrique breton est de diviser par 2 ou 3 la progression de la consommation électrique en Bretagne (administrative bien sûr), soit une économie de 1200 GW prévue en 2020. Il souligne l'importance du mot PACTE car il s'agit d'un pacte entre les forces vives de la société, c'est un document partenarial entre l'État, la Région, les Bretons ; c'est un document d'étape avant le Pacte énergétique qui tracera la route de la transition énergétique. Les Bretons n'ont pas subi les centrales nucléaires ni les centrales au charbon, nous entrons directement dans l'ère des énergies renouvelables. Ainsi la Région Bretagne prévoit 1000 MW d'électricité renouvelable par l'éolien off-shore et 2000 MW par l'éolien terrestre.

"Le Pacte électrique breton prévoit un volet sécurisation du réseau RTE : en font partie la création d'une nouvelle ligne de 225.000 Volts au service du marché de l'effacement et l'appel d'offres de l'État pour une CCCG en Bretagne qui risque le « black-out » chaque hiver à cause de son éloignement géographique des grands centres de production d'électricité et à cause du nombre considérable de chauffages électriques. L'État compense par une aide de 40 millions d'€ la difficulté à installer une CCCG en Bretagne.

La question énergétique est une question territoriale, nous le voyons ici en Allemagne avec la façon dont les Länders s'approprient la question. Mais ce doit être aussi une question de solidarité, tous les

territoires n'ayant pas accès aux mêmes potentiels d'énergies renouvelables. L'énergie c'est aussi une question sociale, une question de transition sociale : le budget énergie des ménages n'est pas le même en France qu'en Allemagne, les tarifs allant de 11 cents/ Kwh en France à 22 cents/Kwh en Allemagne, avec des habitudes de consommation très différentes car si la France est la championne d'Europe du chauffage électrique, ici vous avez fait des choix différents depuis longtemps". Fin de citation.

Le tournant énergétique en Allemagne - Souplesse et efficacité des centrales à cycles combiné gaz-vapeur face aux fluctuations de la production d'électricité à partir des énergies renouvelables.

- Propos de Stephan KOLLER de la DENA :

Nous entrons dans une double logique décentralisation/européisation de la production, du stockage et de la distribution de l'électricité et de l'énergie. Aujourd'hui en 2012, en Allemagne, nous produisons 24% de notre électricité en renouvelable, 7% proviennent du nucléaire et 59% viennent des centrales thermiques ou à flamme (pétrole, charbon, lignite). Nos objectifs pour 2040/2050 : 70% d'électricité renouvelable, les 30% restant seront importés de France et d'Espagne. Allez-y ! Construisez des centrales CCCG, nous vous achèterons votre électricité ! L'Allemagne est aujourd'hui exportatrice d'électricité, notamment vers la France aux périodes de pointe, nous passerons d'exportateur à importateur d'électricité car 100% de renouvelables ne garantiront pas l'approvisionnement du réseau 12 mois sur 12 d'une manière constante. C'est pourquoi, dans la période de transition énergétique, pour supprimer totalement nos centrales nucléaires, transition qui va durer entre 30 à 40 ans, nous avons choisi les CCCG pour leur souplesse, leur complémentarité aux ENR, et la sécurisation dans le cadre de la réduction continue des consommations. Déjà, sans aucune campagne, depuis le choc de Fukushima, les Allemands ont déjà réduit leur consommation d'électricité de 3%/an environ. Les CCCG sont les outils idéaux de la transition énergétique, la durée de vie des centrales étant celle de la transition.

- propos de Andree BÖLHING, de Greenpeace-Allemagne :

Depuis Fukushima, en Allemagne, le débat sur l'énergie et l'électricité est au cœur des orientations politiques avec une radicalité dans les discussions et les choix politiques du gouvernement en place . Greenpeace a donc évalué les risques et les avantages du gaz naturel par rapport aux autres sources fossiles utilisées aujourd'hui : pétrole, charbon, houille et lignite sont très polluants et ont des rendements très inférieurs aux nouvelles technologies des CCCG. Dans cette transition pour abandonner à la fois le nucléaire, le charbon et la lignite, nous rencontrons l'écueil de la non-rentabilité économique des CCCG. Ceci est lié au prix du gaz bien supérieur à celui du charbon et au commerce du CO2 dont les CCCG ne bénéficient pas assez car elles polluent beaucoup moins que charbon et lignite. En France vous êtes en retard dans le débat énergétique, vous commencez seulement à vous poser des questions alors que chez nous, en Allemagne, la discussion existe entre les politiques, les industriels, les syndicats, les associations, la société civile : quel axe et quel rythme pour une Allemagne 100% énergies renouvelables ?

Comment adapter nos politiques industrielles et fiscales ? Quelles politiques de travail et de revenus pour les travailleurs ?

Au sujet du prix de l'électricité, le choix du nucléaire en France a un impact social par le choix de bas prix du Kwh. En Allemagne, nous payons le prix normal de l'électricité, c'est à dire son prix de revient réel, nous avons des politiques tarifaires différenciées entre particuliers et industriels, de plus nous avons des consommations très inférieures aux consommations françaises depuis longtemps, et l'écart devrait se creuser avec les politiques de réduction des consommations visant à un parc de logement 100% passif pour 2050. L'État et les banques injectent sous forme d'aides ou de prêts 1,5 milliards d'€/an depuis 2009 pour l'isolation du bâti existant, incitations publiques et privées se cumulent.

Finalement aujourd'hui en Europe, on sait où aller, mais pas comment; en Allemagne on le sait mieux et davantage qu'ailleurs.

Le rôle du gaz naturel dans le bouquet énergétique et dans la transition énergétique : pour Greenpeace, c'est une énergie de transition, de flexibilité, de sécurisation (le seul point négatif du point de vue de Greenpeace Allemagne est la disponibilité de la ressource). Le plan allemand prévoit : 80% d'ENR + 20% de CCCG en 2022 en remplacement des centrales charbons-lignite et nucléaires et à l'horizon 2050 une baisse de 80% des besoins en chaleur grâce aux politiques de financement des bâtiments à énergie positives (qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment). Le gaz et les CCCG sont donc des passerelles entre aujourd'hui et demain. La France et les USA semblent mettre les ENR et le gaz en compétition. En Allemagne les choses sont différentes et plus claires : Greenpeace Allemagne est fermement opposée au gaz de schiste à cause des problèmes écologiques énormes. Le danger en France et aux USA est la multiplication des forages de gaz de schiste pour alimenter les CCCG. Ceci nécessite des infrastructures lourdes qu'il faudra rentabiliser et qui concurrenceront directement les investissements nécessaires aux ENR. Greenpeace Allemagne propose de stocker l'énergie éolienne sous forme de gaz éolien. "Power to gaz" est la devise de Greenpeace Allemagne pour les années à venir.

- propos de Franzjosef Schaffhausen, directeur général du ministère fédéral allemand de l'Environnement-climat-énergie et sécurité nucléaire :

Aujourd'hui, la transition écologique est d'abord une transition énergétique et surtout une transition de l'électricité. En Allemagne, la répartition de l'énergie est de 75% pour le marché de la chaleur et de 25% pour le marché de l'électricité, les deux sont séparés ce qui n'est pas le cas chez vous en France. L'Allemagne exporte beaucoup d'électricité, y compris d'électricité renouvelable produite par ses éoliennes off-shore ; mais importe la majeure partie de son énergie (70% du gaz et pétrole consommés, 100% de son uranium). Face à la raréfaction et à l'augmentation constante des prix de l'énergie fossile, l'Allemagne a, le 28 septembre 2010, adopté son "Concept énergétique". Ici, changer les infrastructures, les nouvelles centrales et le développement du réseau de transports de l'électricité passe par l'acceptabilité sociale : aujourd'hui, l'Allemagne à cause des luttes contre les lignes HT et THT, doit pour faire transiter son électricité produite au nord jusqu'aux Allemands beaucoup nombreux au sud, passer par les réseaux électriques polonais, tchèques, belges et autrichiens.

L'efficacité énergétique est LE pilier du niveau de production d'ENR. Depuis Fukushima, l'État fédéral a doublé les aides économiques et financières pour les travaux d'isolation. Nous ambitionnons 25% de production d'électricité en moins en 2022, en relation avec la baisse coordonnée de la consommation électrique à tous niveaux (État, Landers, particuliers, industries, commerces).

Le tournant énergétique dans lequel nous sommes est dépendant de l'approvisionnement, des nouvelles règles européennes climat-énergie et de la capacité de chacun et au niveau des États et des Landers, de diminuer les quantités de CO2 émises. Pour nous, le passage des centrales charbon-lignite-pétrole aux CCCG est une avancée dans ce domaine. Nous invitons nos amis et voisins français à installer des CCCG chez eux, ils pourront nous vendre leur électricité....

- propos de Joachim SAUTER, ministre Vert Environnement-climat-énergie du Land du Bade-Wustemberg :

Les ENR sont par définition des sources de production d'énergie volatiles et aléatoires, alors que la demande est par définition constante avec des demandes accrues à certaines saisons, et des pics à certains épisodes météo. Le Bade-Wustemberg refuse d'installer de nouvelles centrales conventionnelles charbon-lignite-pétrole pour des raisons idéologiques. Nous acceptons et favorisons l'installation de CCCG car le gaz naturel est beaucoup moins polluant, émet beaucoup moins de CO2, offre une capacité de production d'urgence et avec le stockage du gaz, devient une réserve stratégique pour la période de la transition énergétique prévue jusqu'en 2050. Dans un proche avenir, le marché de la capacité énergétique européenne devra être européen, raisonné à ce niveau en lien avec les Landers et leur équivalent ailleurs.

Quelques questions - réponses avec le public composé des délégations CRB, Direct énergie et Siemens :

- La différence de position entre Greenpeace Allemagne et Greenpeace France ?

réponse de Andree BÖLHING : nous avons des contextes et des approches différents. Vous perdez votre industrie, nous développons la nôtre. Les écologistes et les industriels arrivent à se mettre d'accord. En France cependant je n'ai pas connaissance de campagne Greenpeace contre les CCCG, mais comme nous contre le gaz de schiste. En l'absence d'intérêt direct pour la population les opinions sont négatives et l'acceptabilité sociale n'existe pas. Nous l'avons vu pour le réseau de distribution d'électricité en Allemagne. Les nouveaux projets de lignes HT et THT proposent donc aux populations d'investir avec un rendement garanti à 7% pour les citoyens. Nous sommes en plein dans la mise en œuvre de la directive européenne sur l'efficacité énergétique.

- 30% d'exportation d'électricité française vers l'Allemagne ? Surprenant de vous voir délocaliser la production électrique à partir de centrales gaz pour ne garder que les ENR chez vous.

Réponse de Stephan KOLLER : En réalité, ce chiffre sur lequel nous appuyons tous nos raisonnements, y compris Grennpeace et les Verts, est issu d'une commande de scénarios énergétiques datant de 2007. Il s'agit des résultats de l'étude adoptée par le gouvernement à l'époque. Résultats qui nous conseillaient tout simplement de délocaliser une partie de la production d'électricité chez nos voisins... Il va de soi que nous Allemands devons réfléchir à cet aspect de la

production...

- Question majeure, le stockage et la distribution de l'énergie :

réponse de Andree BÖLHING : la question centrale en Allemagne est celle des autoroutes de l'électricité, abandonnées pour des raisons de controverses sociales. Nous devons développer, étendre et adapter notre réseau pour ne plus passer chez nos voisins de l'est. Pour le stockage, c'est une question de recherche et de techniques : nous proposons déjà le stockage sous forme d'hydrogène, le gaz éolien. C'est une question industrielle et d'emplois.

- En Bretagne, les opposants à la centrale de Landivisiau affirment que les CCCG sont un danger pour la santé, qu'en est-il réellement ?

réponses de Stephan KOLLER et de Andree BÖLHING : toute technologie comporte des risques, y compris les éoliennes. Le tout est de savoir sur une échelle où se situe le danger des centrales gaz par rapport aux centrales nucléaires et aux centrales conventionnelles. Ici en Allemagne, les CCCG sont les mieux placées dans le domaine des centrales à flamme ou thermiques. Il faut aussi savoir quelles sont les valeurs limites de votre État (la France) pour les particules issues de combustion. Ici, les dernières technologies associées au respect des valeurs limites font que cela est un danger socialement acceptable.

- Hiver 2011 : records de froid, de consommation et de production ; l'Allemagne ne peut vendre d'électricité à la France, elle-même étant en panne de gaz... les CCCG françaises produisent 3000 MW sur une capacité de 4500MW. Quelles garanties d'approvisionnement et de sécurisation de ces CCCG ? Par ailleurs, le modèle économique des CCCG semble remis en cause par la non-rentabilité avérée des centrales déjà en activité du fait que le prix du gaz augmente plus vite que celui de l'électricité.

réponses de Dominique Ramard et Andree BÖLHING : la France n'a jamais été en risque de rupture, c'est une légende urbaine qui circulait sur les réseaux sociaux sans fondement sérieux. J'étais en France à ce moment là, il n'y a pas eu de rupture, et malgré la situation tendue chez nous aussi, l'Allemagne a livré l'électricité à la France en faisant tourner ses centrales au charbon. Pour l'avenir, il n'y a pas d'inquiétude sur les quantités de gaz naturel disponible, la question est plutôt de savoir à quel prix nous le payerons et comment nous facturerons l'électricité à son prix de revient réel.

Conclusion de l'Ambassadeur : nous devons passer de l'Union européenne construite sur les accords charbon-acier à la Communauté européenne de l'énergie.

Ma conclusion, mes interrogations, mes remarques :

Traversant la ville de Berlin pour rejoindre l'aéroport, je constate le nombre important de centrales charbon, fuel, gaz présentes dans la ville même pour assurer l'alimentation en électricité des Berlinois. Le nombre des centrales m'avait déjà marqué dans le trajet en car entre Toul et l'aéroport de Luxembourg.

Je constate que la grande majorité des membres de la délégation, déjà acquise au projet de CCCG sur Landivisiau, est séduite par les discours entendus, par la fiabilité affichée de la centrale visitée à Toul et revient de ce voyage d'étude renforcée dans ses convictions. J'entends aussi que certains membres de la délégation voient comme une opportunité de développement industriel et de

diversification économique ce projet de CCCG en Finistère, pour sortir de la dépendance au 100% agricole et agro-alimentaire breton qui fragilise l'économie bretonne et cause d'autres problèmes environnementaux, économiques et sociaux. Je m'inquiète d'entendre que l'arrivée du gaz, une aubaine pour les serristes actuels, autoriserait le développement de ce type d'agriculture sous serre et chauffée artificiellement par chauffage gaz, un type d'agriculture hors sol et hors saison éloigné des principes du développement durable.

Cependant je regrette que nous n'ayons pas eu une diversité de témoignages et d'interventions, un équilibre entre autorités, personnalités ou associations favorables d'un côté et opposées de l'autre aux CCCG. A aucun moment les informations concernant le jugement du Tribunal administratif de Strasbourg qui a annulé l'autorisation donnée par le Préfet pour le projet de Hambach, l'abandon des projets de Verberie et de Baucaire ou encore la centrale de Pont sur Sambre en procédure de sauvegarde, etc... n'ont été données aux participants dans un souci d'objectivité et de transparence. L'information était donc pour le moins incomplète.

Tous les intervenants et toutes les interventions convergeaient dans l'analyse et la conclusion, laissant croire que les CCCG étaient LA réponse aux questions énergétiques et plus spécialement électriques en Allemagne comme en France, alors que les contextes énergétiques sont diamétralement différents, et laissant croire aux participants qu'il n'y a vraiment aucun problème avec les CCCG. S'il est vrai que dans l'Europe des 25, et singulièrement en Allemagne qui dépend à 59% de l'électricité des centrales charbons/lignite, le secteur de l'électricité constitue la plus grande source d'émissions de CO2, en raison de la part élevée de charbon qu'il consomme et que les CCCG émettent moins de CO2 que les centrales charbons ou lignite ; en France la question posée est celle de la sortie de la dépendance à 75% à l'électricité nucléaire qui, elle, n'émet pas de CO2 dans sa phase de production mais présente des dangers autres. Remplacer des centrales nucléaires par des centrales CCCG c'est multiplier la quantité de CO2 émise alors que nous devons entrer dans une économie décarbonée.

Ainsi, alors que nous étions une délégation conduite par le Conseil régional de Bretagne, pourquoi n'avons-nous pas rencontré nos homologues du Conseil régional de Lorraine ? Est-ce parce que le président socialiste de cette collectivité, Jean-Pierre MASSERET, s'est déjà exprimé publiquement contre le projet de CCCG de Hambach, est intervenu auprès du Préfet de Région pour lui demander de ne pas autoriser la construction de cette CCCG et a, suite au rapport du bureau d'études Horizons, retiré la subvention de 1 million d'€ que le Conseil régional de Lorraine comptait accorder à la communauté d'agglomération Sarreguemines Confluences pour l'implantation de la centrale à Hambach ? Pourquoi n'avoir pas non plus invité le Cabinet d'étude Horizons sur les travaux duquel le Conseil régional de Lorraine et la communauté d'agglomération de Saint-Brieuc se sont fondés pour refuser des projets de CCCG ? Pourquoi n'avoir pas invité la CGT, qui, si elle souhaite le développement des emplois industriels, s'inquiète de la multiplication des projets de CCCG ?

Je rentre donc en Bretagne, toujours aussi convaincue de l'inutilité d'une CCCG, ni à Landivisiau ni ailleurs.

Mona BRAS

représentant le groupe des élu-e-s régionaux UDB

au voyage d'étude sur les CCCG à Toul et à Berlin.